

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Seule réponse efficace

AU moment où il annonçait 27 000 licenciements dans la sidérurgie dans les deux ans à venir, Barre a fait des pieds et des mains pour essayer de désamorcer la colère déjà accumulée de longue date dans les régions du Nord et de Lorraine saignées à blanc pour les besoins de restructuration et de profit du grand patronat.

S'adressant tout particulièrement aux travailleurs des « régions touchées de plein fouet par la crise de la sidérurgie et des chantiers navals », comment ne pouvait-il pas le reconnaître, il a affirmé, la main sur le cœur, être « ni cynique ni indifférent devant les problèmes douloureux du chômage ».

La preuve ? Il faisait cadeau de la création de 11 600 emplois dans le Nord-Pas de Calais, la Lorraine, la région nantaise et celle de Marseille... cadeau à valoir dans les années 1984 ou 1985.

Il annonçait en même temps « la décrue du chômage » et des jours meilleurs à venir appelant tous les travailleurs menacés dans leur emploi à la patience et à la résignation, « un mauvais moment à passer en somme ».

Cette sollicitude plus que suspecte de Barre, relayée au plus haut niveau par le président de la République qui s'employait à mettre en place des soupapes de sécurité qui ont déjà servi en maintes occasions.

C'est ainsi que Giscard recevait Mauroy, le socialiste du Nord, à l'Élysée tandis que Messmer prétendait en député de Lorraine qu'il était venu faire entendre la voix des travailleurs dans les salons dorés.

C'est aussi sur le terrain des discussions avec les hommes politiques du pouvoir que les élus du PCF ont voulu porter le sort des sidérurgistes en réclamant un débat parlementaire et en exigeant une session extraordinaire du Parlement.

Mais dans le Nord et en Lorraine, les travailleurs, la population tout entière et bien entendu les sidérurgistes ont déjà une longue expérience des fausses sollicitudes des hommes du pouvoir, des promesses de création d'emplois, des discussions entre élus et gouvernement.

Le résultat de tout ça, par le passé, a été du vent ou plutôt la mise en place et l'organisation des licenciements qui, eux, tiennent leurs promesses et souvent bien au-delà de ce qui est annoncé, les charrettes de licenciements se succédant.

Voilà pourquoi l'opération « sauvetage des régions sinistrées » a fait long feu, pourquoi la colère ne cesse de monter.

Voilà pourquoi on assiste, en réponse au cynisme du pouvoir qui veut assassiner une région et ôter son gagne-pain à toute une population, à de justes ripostes manifestant une juste colère.

Cette colère, la lutte des travailleurs, la violence de masse, notre parti, le Parti communiste marxiste-léniniste la considère comme légitime. C'est la réponse de classe, la riposte à la malveillance d'un pouvoir qui ne sait répondre aux justes revendications des travailleurs que par de vagues promesses et la matraque des policiers et des CRS.

Les sidérurgistes ont ainsi montré qu'ils savent ne devoir compter que sur eux-mêmes et sur la solidarité des autres travailleurs pour imposer « du travail pour tous ».

Notre parti fera pour sa part et dans la mesure de ses moyens tout son possible pour renforcer la solidarité. Il fera tout son possible aussi pour contribuer à ce que leur lutte se développe et s'organise aussi dans les usines en une force compacte capable, en frappant les patrons à la caisse, d'exercer sur eux et le gouvernement une pression suffisante pour remporter des succès.

Jean QUERCY

A Longwy, riposte à la hauteur de l'attaque

VOILÀ des années que les patrons et le gouvernement s'en prennent aux conditions de vie et à l'emploi de la population lorraine. Ces derniers mois, ils ont accru la violence de leur attaque contre les intérêts vitaux des travailleurs auxquels ils veulent ôter leur gagne-pain. A leur légitime riposte, ils opposent la violence policière et c'est à coups de hache que les flics enfoncent la porte du local où le directeur des Acieries de la Cluier était retenu. Face à cette attaque en règle du patronat de l'acier, du gouvernement et de leur police, les sidérurgistes ont répondu du tac au tac par une manifestation offensive allant jusqu'à assiéger le commissariat de Longwy.



Plusieurs centaines de travailleurs et de sidérurgistes assiègent le commissariat de police de Longwy.

(Voir articles pages 3 et 4)

Deng Xiaoping aux USA

« Un puissant facteur pour la paix mondiale »

UNE nouvelle ère est commencée dans les relations sino-américaines. C'est en ces termes que Deng Xiaoping, le vice-premier ministre chinois a commencé son discours lors d'un banquet offert à la Maison blanche en son honneur. Il a poursuivi : « Si pendant 30 ans, nos deux nations se sont trouvées éloignées et opposées, cet état de choses anormal est enfin révolu. En ce moment, nous pensons affectueusement au président Mao Zedong et au premier ministre Zhou Enlai

qui, de leur vivant, avaient frayé la voie de la normalisation des relations sino-américaines. »

Après cet hommage à Mao Zedong et Zhou Enlai, Deng Xiaoping a tenu à préciser le sens et l'importance particulière que revêt l'établissement de relations diplomatiques entre les USA et la Chine :

« Nos deux pays ont des systèmes sociaux et des idéologies différents mais nos deux gouvernements sont conscients que les intérêts de nos deux peuples et de la paix mondiale exigent que nous envisagions nos relations bilatérales dans le contexte général de la situation internationale et en partant de nos vues stratégiques. »

« Qui plus est, nos deux côtés se sont engagés solennellement, dans le communiqué conjoint sur l'établissement de relations diplomatiques, qu'aucun des deux ne devrait rechercher l'hégémonie, qu'ils s'opposent aux efforts tentés par tout pays tiers ou tout groupe de pays en vue de s'assurer l'hégémonie. Cette restriction touche en premier lieu nous-mêmes et elle accroît en même temps no-

tre sens des responsabilités vis-à-vis de la paix et de la stabilité dans le monde. »

En conclusion de son discours, Deng Xiaoping a de nouveau insisté sur l'importance historique de l'établissement des relations pour l'avenir du monde :

« Nous sommes persuadés que la coopération amicale entre les peuples chinois et américains sont non seulement favorables au développement de nos deux pays mais elle constitue aussi un puissant facteur pour la sauvegarde de la paix mondiale et la promotion du progrès de l'humanité. »



Meeting de soutien à l'indépendance du Cambodge

Le vendredi 2 février 1979 à 20h 30

Salle de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor Paris 5e.
Métro Maubert-Mutualité

Organisé par le Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France.



Lors de la signature du fameux « compromis historique ».

Italie

En retirant son soutien au gouvernement le PCI engage une nouvelle épreuve de force

APRES une année d'une relative stabilité parlementaire, la bourgeoisie italienne est à nouveau en crise. L'actuelle session parlementaire devrait inévitablement se solder par la démission du gouvernement. Privé du soutien du Parti communiste italien, Andreotti ne dispose plus d'une marge de manœuvre suffisante. En décidant de sortir de la majorité gouvernementale, le Parti communiste italien tente une épreuve de force. Son ultimatum est clair, ou il entre de plein droit au gouvernement ou il retourne à l'opposition. C'est déjà avec un ultimatum de ce type

« Après un examen attentif des faits nous sommes arrivés à la conclusion que notre maintien dans la majorité qui soutient ce gouvernement est devenue impossible. » C'est sur ces mots que Berlinguer a présenté vendredi dernier son ultimatum au gouvernement italien. Depuis le 16 mars dernier, en effet, le PCI, sans toutefois en faire partie, soutient ouvertement le gouvernement démocrate-chrétien dans son plan de redressement économique, entendez par là son plan d'austérité.

LE PCI DANS LA MAJORITÉ GOUVERNEMENTALE

C'est après de longues tractations que l'actuelle majorité avait été constituée, sous l'action, en particulier d'Aldo Moro. Celle-ci comprenait, outre la DC, le PCI, le Parti socialiste de Bettino Craxi et les petits partis républicain, libéral et social-démocrate.

C'était la première fois, depuis la fin de la guerre, que le PCI entrait ainsi dans la majorité gouvernementale. En fait cela faisait

déjà depuis août 1976 que le PCI n'était plus dans l'opposition. De 1976 à 1978 avait subsisté ce que l'on appelait en Italie la majorité de « non-défaillance » : le PCI ne votait pas pour le gouvernement, il ne votait pas contre non plus.

C'était juste après les élections de juin 1976 qui avaient consacré le PCI comme le deuxième grand parti italien avec 34,4% des voix contre 38% à la Démocratie chrétienne.

LES GAGES DU PCI

Depuis lors, toute la politique du PCI est conditionnée par un seul but : parvenir au gouvernement. Mais pour cela, il faut pouvoir donner à la bourgeoisie et au patronat italien des gages de sa capacité à « gérer les affaires du pays ». C'est ce à quoi va, pendant près de trois mois, s'employer Berlinguer avec sa fameuse théorie du compromis historique.

En se faisant un chaud partisan et un défenseur efficace de la politique

que Berlinguer avait fait admettre, l'an dernier, par la Démocratie chrétienne, la participation à part entière de son parti dans la majorité. En fait, le PCI ne refuse pas d'avoir à gérer, et même en période de crise, l'appareil d'État de la bourgeoisie.

La preuve que cela ne le gêne pas : il réclame des ministres dans un gouvernement dont chaque Italien sait que c'est le pire gouvernement d'austérité vu depuis longtemps. Ce que refuse Berlinguer, c'est de n'en tirer aucun profit immédiat par sa position « en marge » du gouvernement direct.

d'austérité italienne — on l'a vu critiquer des patrons en les accusant de remettre en cause la politique économique parce qu'ils accordaient des augmentations trop importantes suite à des grèves ouvrières.

En se présentant comme le défenseur de l'État. Sa position ultra pendant l'enlèvement d'Aldo Moro, son refus de toute négociation avec les ravisseurs ont contribué à lui donner une étiquette de parti « ayant le sens du pouvoir et des responsabilités », c'est-à-dire de parti qui, aux yeux de la bourgeoisie, est capable de diriger pour son compte l'appareil d'État bourgeois contre les travailleurs.

En prenant du moins dans ses déclarations, un certain champ vis-à-vis de Moscou. Le fait que l'eurocommunisme soit né dans le pays où se posait la question du pouvoir pour le PC n'est pas un hasard. Pour prétendre, en effet, à la gestion des affaires de la bourgeoisie italienne, le PCI doit représenter les intérêts de cette bourgeoisie, non seulement face aux travailleurs mais également au niveau in-

ternational. C'est là que la contradiction est évidente, et d'ailleurs toujours pas entièrement résolue, malgré de réelles oppositions entre Moscou et le PCI. C'est le souci d'être reconnu par la bourgeoisie italienne comme un parti national indépendant de Moscou, notamment sur le plan de la politique européenne qui explique, dans une grande part, l'émergence, ces dernières années de l'eurocommunisme.

En mars 1978, le PCI décide de faire un nouveau pas vers le pouvoir. Pour cela, il provoque une crise au Parlement en votant contre le gouvernement. Quelques jours plus tard, un pas important a été franchi : le PCI n'a certes toujours pas de ministre, mais il est cette fois officiellement dans la majorité. Il ne gouverne pas encore, mais du moins ne gouverne-t-on pas sans lui.

LES TRAVAILLEURS ITALIENS AFFRONTENT LE PCI

Toute cette année 1978 va être pour les travailleurs

Vers la réunification de la Corée ?

LE 23 janvier, à Pyongyang, capitale de la République populaire démocratique de Corée, s'est tenue une conférence sur le problème de la réunification de la Corée, toujours divisée en deux depuis la guerre de Corée. La conférence a formulé une série de propositions très concrètes pour parvenir à réunifier le pays de manière indépendante et pacifique. Le 26 janvier, la Corée du Sud a répondu positivement à la proposition de dialogue et a même proposé que des négociations nord-sud au niveau de groupes de travail soient organisées en avril prochain, en vue de préparer un congrès national.

La République populaire démocratique de Corée a alors proposé que des négociations nord-sud au niveau de groupes de travail soient organisées en avril prochain, en vue de préparer un congrès national.

Cet échange de propositions, qui ne sont d'ailleurs pas nouvelles de la part de Pyongyang, est particulièrement positif surtout dans les conditions actuelles très troublées en Asie du Sud-Est.

Parvenir à réunifier ce pays est non seulement profitable pour le peuple coréen lui-même, mais aussi pour la paix et la stabilité dans cette région du monde tant convoitée par l'URSS, comme le montre l'actuelle agression du Vietnam, soutenue par Moscou, contre le Cambodge. On connaît trop bien les capacités de l'URSS à profiter d'une situation de tension dans un pays ou dans une région pour ne pas se réjouir des propositions

actuelles, visant à résoudre le vieux problème de la division de la Corée en deux et donc à supprimer un point de tension dans cette région. Encore faut-il, pour arriver à surmonter la division du pays, que les USA cessent leur ingérence au sud et laissent le peuple coréen régler ses problèmes lui-même.

LE SOUTIEN DE LA CHINE

Il est d'ailleurs significatif de noter que, au moment où Deng Xiaoping est en visite officielle aux USA, le *Quotidien du peuple*, organe central du Parti communiste chinois, a publié un éditorial saluant la proposition de reprise du dialogue entre le nord et le sud de la Corée. L'éditorial se termine par une mise en demeure aux USA de cesser leur intervention en Corée : « Aucune force étrangère n'a le droit d'intervenir dans les affaires intérieures de la Corée. Le gouvernement américain doit se rendre à l'évidence, renoncer à la politique consistant à créer « deux Corées » et agir conformément à la résolution de la 30e session de l'Assemblée générale de l'ONU : retirer toutes ses forces armées, terre, air, mer, ainsi que les armes nucléaires, dissoudre "le commandement des forces des Nations Unies" en Corée du Sud et laisser le peuple coréen régler lui-même la question de la réunification du pays. Voilà la clé de la solution au problème de la réunification de la Corée ».

Claude LIRIA

italiens celle de l'austérité. Les salaires sont quasiment bloqués mais pas les prix. Pour l'année, les rentrées fiscales du gouvernement augmentent de 1 550 milliards de lire dont 700 milliards par une augmentation des tarifs publics. Le train augmente de 20%, l'électricité de 16%. Fort du soutien du PCI et des syndicats, le pouvoir ne se gêne pas. Le 4 mars dernier, L. Lama, le secrétaire général de la CGIL, le syndicat du PCI appelait en ces termes les travailleurs à se serrer la ceinture : « Les ouvriers doivent faire preuve de cohérence et de rigueur aussi bien comme ouvriers que comme communistes, en respectant la stratégie d'une politique économique et sociale austère ». On ne peut pas être plus clair... Les choses ne vont toutefois pas être si simples. Des mouvements éclatent, en fin d'année, contre la politique d'austérité et à chaque fois qu'un mouvement un peu important surgit, les travailleurs sont contraints d'affronter et de dénoncer le PCI au même titre que la DC.

Son jeu, apparaissant de plus en plus clairement, le PCI perd des plumes tout au long de l'année, tant au niveau de son influence qu'au

niveau électoral et aussi dans ses propres rangs où sa politique ouverte de collaboration de classe est de plus en plus difficilement admise.

Par ailleurs, cette politique qui a coûté très cher n'a pas été payante. La démocratie chrétienne ne veut toujours pas entendre parler de ministres communistes et aucun nouveau pas n'a été fait vers l'objectif suprême, le pouvoir.

C'est cela qui explique l'ultimatum de Berlinguer à la DC que l'on peut résumer en substance : « Nous ne voulons plus nous laisser user par un pouvoir que nous n'avons même pas. Le jeu n'en vaut pas la chandelle. Ou nous avons des ministres ou nous retournons à une situation beaucoup plus confortable, dans l'opposition. » C'est en fait un peu le même scénario que ce qui s'était passé l'an dernier, lors de la crise qui avait amené le PCI dans la majorité. A cette époque, il avait dit : « Ou nous rentrons clairement dans la majorité ou nous retournons dans l'opposition ». A l'époque, la DC avait reculé, il est encore trop tôt pour dire ce qu'elle fera cette fois-ci.

Serge FOREST.

Thionville, mardi 22h30



Longwy, la violence des travailleurs répond à celle des flics

LONGWY, ce n'est pas seulement Usinor, avec trois usines et 7 700 travailleurs, c'est aussi tout à côté, les hauts fourneaux de la Chiers qui viennent d'annoncer la liquidation totale avec près de 2 000 suppressions d'emplois.

Depuis un mois, les sidérurgistes d'Usinor-Longwy ont rendu impossible les réunions du Comité d'établissement. Ceux de la Chiers ont eu une autre idée : ne pas s'opposer à la réunion du Comité d'établissement mais y envoyer une forte délégation. C'était lundi matin 29 janvier : 300 sidérurgistes sont sur les lieux.

Refus de la direction de signer « sous la contrainte ». En réponse, refus des travailleurs de laisser sortir la direction. Mieux, la direction convoque un huissier qui est, à son tour, sequestré : il est onze heures.

A COUP DE HACHE

14 h : La tournée de l'après-midi prend le relais. Quant à ceux de la tournée de nuit, ils décident à 22 h de mettre eux-aussi la main à la pâte. Leur décision est prise : la séquestration prendra fin à 6 h du matin. C'est alors qu'en pleine nuit, vers 4 h, sans aucune sommation, les policiers défoncent la porte à coups de haches et cassent un carreau pour « déliter » la direction. Face à cette attaque violente, les travailleurs ripostent, jettent les bouteilles vides qui blesseront plusieurs flics.

L'agression des policiers, fait monter encore plus la colère des travailleurs de Longwy et dans la matinée, l'intersyndicale décide une manifestation de riposte pour l'après-midi.

Vers 16 h, des milliers de travailleurs se rassemblent : beaucoup sortent de l'usine en bleu de travail et casqués. Peu de mots d'ordre, mais une ambiance tendue, une colère à peine contenue. Certains exhibent bâtons et barres de fer, d'autres glissent des bouffons dans leurs poches, d'autres enfin com-

mentent joyeusement les événements de la nuit.

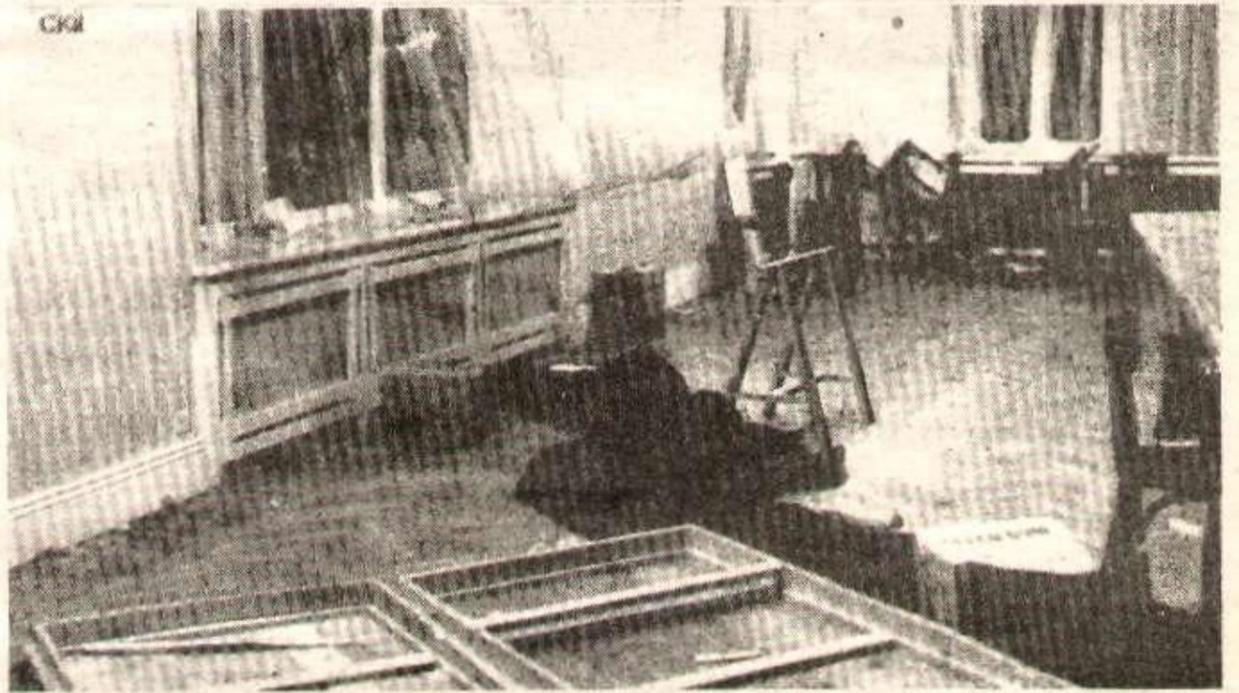
AU COMMISSARIAT

Au bout d'une demi-heure, le cortège arrive sur la grande place de Longwy devant la mairie où un représentant de l'intersyndicale rappelle les événements, se félicite du succès de la manifestation et surtout « du calme » et « de la dignité » dont ont fait preuve les travailleurs, qu'il s'empresse de renvoyer aussitôt à la maison ou à l'usine. Mais cet appel au calme et à la dispersion est accueillie par les huées. Puis un cri monte de la foule, longuement scandé : « Au commissariat ! ».

Désorientés, les dirigeants CGT se tournent vers le responsable CFDT et font pression sur lui pour qu'il lance un appel au calme. Peine perdue : pendant que ce responsable résiste aux pressions et refuse d'intervenir, des centaines de travailleurs s'élancent en direction du commissariat aux cris de « CRS-SS ».

Qui sont-ils : hommes et femmes, jeunes et anciens, ouvriers et mensuels, beaucoup de badges CFDT mais des badges CGT aussi. Cette diversité mérite d'être soulignée. Un travailleur lance « Répression, révolution », mot d'ordre spontané et repris massivement. Au moment où le cortège arrive à la hauteur du commissariat, un véhicule de police ne doit son salut qu'à une marche arrière précipitée.

Aussitôt les boules de neige puis les cailloux et les bouillons fusent, des carreaux volent en éclats. Pendant un bon moment, la seule réaction des flics est de photographier les manifestants. Mais au moment où un groupe essaye de défoncer la porte de fer, les flics ripostent en lançant des grenades fumigènes. Malgré la fumée, les manifestants tiennent bon et deux véhicules privés appartenant à des flics feront aussi les frais de leur colère : vitres cassées puis voitures retournées.



Après que les flics aient défoncé la porte à coups de hache, de violents affrontements se sont produits à l'usine de la Chiers à Longwy.

REMIS EN PLACE PAR LES TRAVAILLEURS

Ce n'est que l'annonce de l'arrivée de renforts de CRS qui décidera les centaines de travailleurs encore présents (500 à 800 environ) à se disperser lentement alors qu'au sein d'un groupe de discussion, un responsable CGT qui accusait la CFDT d'avoir remis en cause l'intersyndicale et qui dénonçait l'aventurisme, la violence, etc. se faisait vertement remettre en place par les travailleurs. Au moment de la dispersion, la CFDT intervenait pour tirer les conclusions de la journée et réaffirmer sa solidarité avec l'action engagée.

Pour les travailleurs de Longwy, c'est sans aucun doute un pas en avant dans leur unité. La division des syndicats n'est pas un fait nouveau : on l'avait déjà constaté dans les manifestations à Nancy le 4 janvier et à Metz le 12. Ce qui est nouveau, c'est que les travailleurs aient passé outre aux appels « au calme et à la dignité » pour répondre à la violence des patrons et des flics par une juste violence de classe. Si, comme à Longwy

aujourd'hui, les sidérurgistes décident de prendre partout l'initiative, nul doute que

loin de se diviser, ils renforceraient au contraire leur véritable unité pour aller

vers des succès contre Barre et les patrons.

Correspondant

Qui attaque la classe ouvrière ?

IL convient peut-être de rappeler quelques chiffres à tous ceux qui feignent l'indignation devant la violence de masse développée par les sidérurgistes.

12 décembre, Usinor-Châtillon décide de supprimer 12 000 emplois dans la région Denain-Valenciennes. Or, pour un licenciement, ce sont deux autres emplois qui sautent en amont et en aval. Si on arrête les hauts fourneaux, les mines de charbon vont perdre leur principal débouché. Or, ce sont 35 000 ouvriers qui y travaillent. Déjà, la direction des mines prévoit 18 000 licenciements déguisés en pré-retraites d'ici 1980. Les 17 000 ouvriers restants sont directement menacés si les mines n'ont plus de débouchés, le tiers de la production de coke étant absorbé par la sidérurgie.

La carbochimie est aussi menacée : 2 000 licenciements risquent d'avoir lieu là aussi.

Faut-il rappeler le plan de restructuration de De Wendel-Sidelor de 71 à 75 qui a entraîné 10 800 suppressions d'emplois. Le plan acier de 1978 qui s'est traduit par 6 200 suppressions d'emplois chez Usinor/Châtillon-Neuves-Maisons et 10 200 chez Sacilor-Sollac ?

Ce ne sont pas les capitalistes qui attaquent la classe ouvrière en jetant les travailleurs au chômage ?

L'occupation massive des services centraux d'Usinor-Trith le 23 décembre, l'opération « ville-morte » à Longwy le 19 décembre, les manifestations des 20 et 22 décembre à Valenciennes et Denain qui ont réuni 25 000 à 35 000 personnes ou encore celle de Metz du 15 janvier avec 40 000 parti-

cipants, les actions de la semaine passée dans le Nord, sans parler des nombreuses autres actions moins connues, tels les barrages de routes, etc. Voilà qui montre bien que l'attaque du commissariat à Longwy n'est que le reflet d'une volonté de lutte réelle et efficace. Il est sûr que cette violence de masse, rassemblant indistinctement ouvriers CFDT, CGT et non-syndiqués, contribue davantage à l'unité de la classe ouvrière et au succès de son combat que les grands appels « au calme et à la dignité » dont le but n'est pas de combattre contre les licenciements, mais de « prouver du mécontentement » et mettre la volonté de se battre des travailleurs à la remorque des élus.

René BREAND

Voir article page 4

Saint-Nazaire

Une ferme attitude des travailleurs

On se souvient de l'intervention brutale de la police à la mairie de Saint-Nazaire pour « libérer » des cadres des chantiers navals soi-disant séquestrés par les travailleurs (ceux-ci exigeaient le paiement des heures de lock-out décrété par la direction lors de la panne d'électricité qui avait paralysé tout le pays !). En plus de cette répression policière, la direction avait porté plainte et l'avait maintenue contre des syndicalistes. Ceux-ci ont reçu ces jours-ci une convocation de la police pour l'instruction de l'affaire.

Décision fut prise qu'ils y aillent tous ensemble et, pour l'occasion, mardi matin plusieurs milliers de travailleurs ont débrayé et ont accompagné en grand nombre leurs délégués à l'hôtel de police, où le commissaire a reçu une délégation.

AU JOUR LE JOUR



L'HUMANITE ROUGE - Jeudi 1er février 1978

DANS L'ACTUALITE

A propos de l'agression contre le Cambodge Nouvelles condamnations en Europe

QUE ce soit sur le plan politique ou sur les champs de bataille du Cambodge, le Vietnam est de plus en plus acculé. De nouvelles prises de position en France et dans d'autres pays confirment l'isolement politique du Vietnam et de l'URSS qui le soutient à fond dans son agression contre un pays indépendant, le Cambodge.

L'ILE DE MALTE, située en plein cœur de la Méditerranée, vient de déclarer par la bouche de son premier ministre, Dom Montoff, que Malte comme d'autres pays non-alignés, reconnaît toujours le gouvernement du Kampuchea démocratique, dirigé par le premier ministre Pol Pot, et ce, bien qu'il n'y ait pas d'échanges commerciaux ni d'étroites relations politiques entre Malte et le Kampuchea démocratique. Cette position venant d'un si petit pays ne doit pas être prise à la légère. En effet, l'île de Malte, de par sa position

géographique, intéresse beaucoup l'URSS. De plus, cette déclaration prend valeur de symbole et constitue un encouragement à l'adresse de tous les petits pays malmenés par les grandes puissances.

AU DANEMARK, 500 personnes ont manifesté le 27 janvier pour réclamer le retrait des troupes vietnamiennes du territoire cambodgien. Parmi les organisateurs se trouvaient plusieurs personnalités progressistes connues comme le professeur Joachim Israel, qui fait partie du tribunal Russel

sur le Vietnam et soutenait Hanoï encore récemment.

EN FRANCE, de nouvelles condamnations de l'invasion vietnamienne contre le Cambodge se font jour, comme celle de Louis Astre, dirigeant syndicaliste membre de la FEN, dont nous publions des extraits ci-contre.

Citons aussi le communiqué de la communauté cambodgienne de Montpellier. Sous le titre : « Hors du Cambodge les troupes annexionnistes vietnamiennes ». le communiqué indique : « L'agression militaire vietnamienne au Cambodge doit être sanctionnée d'une façon exemplaire pour bannir à jamais l'invasion d'un pays par un autre. Tous les peuples du monde épris de justice sont appelés à soutenir la lutte du peuple cambodgien, pour son indépendance, sa souveraineté nationale et le rétablissement d'une vraie démocratie ».

Une juste position dans la revue de la FEN

L'ENSEIGNEMENT public, revue de la FEN (Fédération de l'Education nationale) publiée dans son numéro de janvier-février 1979, l'intervention de Louis Astre à la commission administrative de la FEN, le 11 janvier dernier (sur proposition devant cette commission administrative du secrétaire général, André Henry). Cette intervention traite du Cambodge. Les organisations syndicales ont évidemment à prendre position sur une telle question : l'indépendance d'un pays remise en cause par l'invasion d'un autre, et il est important qu'elles condamnent une telle agression. C'est justement la position exprimée par Louis Astre qui, après avoir rappelé le passé et en particulier ce qu'il écrivait le 18 avril 1975 dans un article intitulé *Phnom Penh libérée*, explique :

« Et nous n'avons rien à réviser non plus, je dis bien rien, dans l'action active menée par la FEN durant ces années 1971 à 1975, contre l'effroyable

écrasement du peuple cambodgien par les bombardiers des Etats-Unis pour les besoins de l'impérialisme américain.

N'oublions pas cela, camarades !

Et n'oublions pas non plus qu'à cet écrasement, l'URSS assistait déjà impassible, maintenant même jusqu'au bout son ambassade auprès du bourreau Lon Nol.

Impassible tout simplement parce que le GRUNK et le FUNK, front unifié de toutes les forces populaires qui menait la résistance, refusait de s'injecter, à la différence des Vietnamiens, à la stratégie mondiale soviétique.

Qu'un an après la libération du Cambodge, les forces communiste de Pol Pot se soient retournées contre les patriotes non-communistes pour les écraser sous un régime de fer est un problème majeur et politiquement fondamental. Mais il est différent.

Nous avons pour notre part, en tant que syndicalis-

tes, soutenu la cause d'un peuple martyr dans sa lutte contre l'écrasement par les bombardiers américains, contre toute subordination à l'égard des superpuissances et pour sa libération.

Notre soutien fut actif, apprécié par les Cambodgiens, manifestement très sensibles à notre orientation. Et nous avons bien fait !

Aujourd'hui, c'est toujours au peuple cambodgien que nous devons notre solidarité. Notre orientation syndicale permanente de défense des libertés sans exclusive, au seul service des personnes et des peuples et indépendamment des appareils d'Etat et de leur volonté de puissance, nous dicte la voie à suivre (...)

Il faut dénoncer Saigon qui s'arroge à lui-même le rôle de justicier et entreprend par la force des armes d'imposer son propre régime aux peuples voisins. Il nous faut exiger le retrait immédiat des troupes vietnamiennes. Il nous faut demander que l'ONU assure et garantisse là-bas la vie démocratique et la libération pour le peuple khmer (...).

LUTTE

La juste révolte des sidérurgistes vue par la presse

L'Aurore titre : « A Longwy, les sidérurgistes lorrains cèdent au désespoir ». Le gros titre à la une marque bien la surprise des patrons : « Soudain la violence », « Ce n'est pas encore l'émeute, mais la violence ».

L'Aurore cite les actions des sidérurgistes puis termine par la « triste litanie des temps de colère et de désespoir ». La surprise fait vite place à l'inquiétude et à la peur devant la colère et l'action unie des travailleurs : « Imaginons un instant sur quel chaos pourrait déboucher une grève dans le secteur bancaire, clef de l'économie, si le débrayage se prolongeait ». Et de plaindre Barre tout en l'exhortant à réagir : « Raymond Barre est donc un homme assiégé face à une situation encore insaisissable mais qui demain peut déboucher sur le pire si l'on n'y prend pas garde ».

Dans l'article lui-même qui est censé relaté des faits, l'Aurore travestit la réalité : « Il y avait plus d'incontrôles que de sidérurgistes ». Minimiser l'action des sidérurgistes et diviser les jeunes et les vieux. Voici comment est décrit l'assaut : « Pendant une heure, des manifestants en particulier les plus jeunes, ont jeté des boulons et des pavés en direction de l'immeuble ». Le reporter de l'Aurore ne devait pas y voir grand chose puisqu'il n'a pas remarqué les vieux ouvriers

indignés et déterminés qui participaient eux aussi à l'attaque du commissariat.

Le MATIN titre : « Violents incidents à Longwy » et rend compte de l'événement dans un sous-titre : « Des manifestants attaquent un commissariat de police. A l'origine de l'explosion de colère, l'expulsion par les CRS des ouvriers de Chiers-Châtillon qui séquestraient quatre directeurs de la société (...) En moins de quelques heures, les ouvriers de la sidérurgie qui réfrénaient leur colère depuis plus d'un mois, ont éclaté (...) Malgré les mots d'ordre de dislocation de l'intersyndicale, les quelques milliers d'ouvriers présents restèrent sur place. Un millier d'entre eux se dirigèrent vers le commissariat de police. Les portes et les fenêtres furent immédiatement défoncées (...) Les affrontements devaient ainsi durer plus d'une heure ».

Dans l'article à l'intérieur du journal, l'envoyé spécial du Matin cite une déclaration du secrétaire de l'union locale CGT sur l'intervention des flics pour délivrer le PDG : « Cette provocation a un but évident, détourner notre lutte afin de nous entraîner vers la violence ». Plus que les interventions des flics, c'est les milliers de licenciements qui sont la cause de la colère des travailleurs et de la violence de masse.

LIBERATION cite les

propos des sidérurgistes après les mots d'ordre de dispersion : « Défiler dans la rue, c'est fini » dit une femme. Le compte rendu est précis : « Des jeunes mais également de plus vieux (...) Au fur et à mesure que la fumée se dissipait, les manifestants se regroupaient autour du commissariat ».

Dans l'HUMANITE, on apprend que le PCF a lancé un nouvel appel : « La sidérurgie française doit vivre ». Mais on ne trouve rien sur l'attaque du commissariat et la manifestation des sidérurgistes en colère. L'Humanité met sur le même plan l'attaque des flics et la juste riposte des travailleurs. Dans l'article en page 5, on trouve : « Première intervention des forces de l'ordre dans le conflit de la sidérurgie. Et premières violences ». Voilà comment sont décrits les affrontements : « A la dislocation, quelques centaines de manifestants se sont dirigés, malgré l'appel à la dispersion, vers le commissariat dont quelques vitres devaient voler en éclat ». Quelques vitres cassées voilà ce que les dirigeants du PC retiennent d'une juste action de masse contre les licenciements. Au lieu d'expliquer comment organiser la riposte violente des travailleurs contre les patrons et leurs flics, ils ne parlent que du minéral de fer et des trusts allemands.

Léon CLADEL

Le Congrès du FLN se poursuit à Alger

LE quatrième congrès du FLN s'est ouvert samedi dans la salle du 19 juin du complexe olympique de Chegara, sur les hauteurs d'Alger. Chargées, entre autres de choisir un candidat à la succession du président Boumediène, les assises, qui regroupent 3 100 délégués venus de l'ensemble du pays, ont été inaugurées par les discours de M. Rabah Bitat, l'actuel chef de l'Etat par intérim et de M. Mohamed Yahaoui, le responsable exécutif de l'appareil du Parti.

Dans son discours, M. Bitat a rendu hommage à l'œuvre de Houari Boumediène et a insisté sur l'attachement aux principes et aux objectifs de la Charte nationale. Samedi après-midi, M. Yahaoui a, pour sa part, annoncé officiellement la dissolution du Conseil de la révolution et de tous les organes de direction du FLN.

Faisant ensuite l'historique des difficultés auxquelles s'est heurtée l'Algérie dans les premières années de l'indépendance, M. Yahaoui a mis en lumière la nécessité « de procéder à une autocritique responsable et d'éliminer les insuffisances et les faiblesses qui entravent le développement du FLN ».

Les travaux ont repris lundi matin avec les rapports des Wilayas du Parti et la réunion des commissions des statuts et des candidatures.

La journée de mardi a été consacrée à un vaste débat général au cours duquel un grand nombre de sujets ont été abordés, allant des rapports entre le Parti et l'Etat aux problèmes éco-

nomiques, en passant par la politique de la famille. Contrairement à ce qui était attendu, la commission des candidatures n'a pu terminer ses travaux dans la soirée de mardi. A l'heure où nous écrivons, on ne sait donc toujours pas qui sera désigné comme candidat au poste de successeur de Houari Boumediène.

Serge FOREST

URSS

Stepan Zadikian et deux autres militants arméniens ont été exécutés

STEPHAN ZADIKIAN, militant arménien du Groupe arménien pour la défense des accords d'Heisinki, vient d'être exécuté. Il a été jugé responsable de l'attentat à la bombe qui eut lieu en janvier 1977 à Moscou et qui fit plusieurs morts. Le dissident Sakharov a déclaré qu'il ne pouvait s'empêcher de penser que le KGB était à l'origine de cet attentat et que celui-ci n'était qu'un prétexte pour accroître la répression contre les dissidents.

Il a indiqué également que la Cour suprême avait refusé d'entendre des témoins qui affirmaient que Stepan Zadikian n'était pas à Moscou à cette époque.

Stephan Zadikian, 32 ans, avait passé cinq ans de sa vie de 1967 à 1972 dans un camp après avoir été condamné pour « activités nationalistes et antisoviétiques ».

Deux autres Arméniens, militants comme lui, ont aussi été exécutés.

Chine Un article du Quotidien du peuple Régler le problème des paysans

D'APRES le journal *Le Monde*, l'organe central du Parti communiste chinois, *Le Quotidien du peuple* a publié samedi dernier, un article traitant, entre autres, du sort des paysans venus manifester à Beijing (Pékin) pour que leurs problèmes soient pris en charge au niveau central.

L'article du *Quotidien du peuple* recommande d'examiner rapidement leurs plaintes : « En plein hiver, ces visiteurs qui arrivent dans la capitale rencontrent toutes sortes de difficultés pour le logement, leur nourriture. Cela exerce une influence néfaste sur la stabilité et l'unité ».

Deux raisons expliquent cette situation : d'une part, la politique néfaste suivie

par la bande des Quatre a engendré une foule de problèmes qu'il faut maintenant résoudre, d'autre part, un certain nombre de cadres locaux, par lenteur ou par incapacité, ne se décident pas à résoudre ces problèmes localement. Ce qui explique que les paysans soient venus se plaindre à Beijing (Pékin) auprès des autorités centrales.

L'article demande donc aux dirigeants locaux de prendre rapidement et énergiquement en main ces problèmes et de les résoudre « avec réalisme et avec raison » comme l'a récemment recommandé le président du Parti, Hua Guofeng.

L'article insiste aussi sur le fait que la plupart des plaintes déposées sont légitimes et qu'il faut donc y accorder de l'attention. Le

journal donne l'exemple d'une personne qui s'est adressée à plusieurs dizaines d'organismes et a déposé plus de 100 plaintes, sans être pour autant écoutée. Quant aux dirigeants locaux qui useraient de « représailles » à l'égard des plaignants, ils feront l'objet de sanctions.

Après la libération des « trois de Canton » emprisonnés injustement du temps de la bande des Quatre, après la réhabilitation ou la libération de centaines de condamnés, cette nouvelle mesure, en faveur de paysans pauvres ayant subi des sévices ou des dommages, entre en droite ligne de la recommandation du Parti communiste, demandant de réparer les injustices commises.

CL

L'URSS et lui, où en est le débat ?

LUNDI 29 et mardi 30 janvier vient de se tenir la première des deux sessions du comité central du PCF qui seront consacrées à la préparation du 23e congrès (la seconde doit avoir lieu d'ici une semaine). C'est donc assez rapidement que seront rendus publics les documents soumis à la discussion des militants. Pourtant avant même que soit officiellement engagée la discussion, certains d'entre eux n'hésitent pas à dire que les jeux sont déjà faits, que les dirigeants du PCF ont déjà clos le débat. Assurément, la manière dont se déroule le grand débat qu'on nous avait promis sur l'URSS tendrait à confirmer ce point de vue.

Au mois de septembre 1978, fut publié « *L'URSS et nous* », ouvrage collectif bénéficiant du parrainage officiel et public du Bureau politique du PCF. Il fut à l'époque présenté comme une contribution au débat ouvert à l'intérieur du Parti sur la nature de l'Union soviétique. Dans la foulée de cette publication, de nombreuses réunions s'organisèrent sur le thème « *L'URSS et nous* ». Réunions d'organismes réguliers, conférences, débats publics rassemblèrent un peu partout en France de nombreux militants du PCF. Et les interrogations accumulées depuis qu'il y a 10 ans les chars russes entrèrent dans Prague, amplifiées par une suite ininterrompue de révélations concernant la répression dont sont victimes les peuples d'URSS se concentrèrent en une question : l'URSS est-elle socialiste ? Dans le cours de ce débat de nombreux points de vue s'exprimèrent qui fournissaient une réponse négative à cette question. Parmi eux le témoignage remarqué de deux membres du PCF, Nina et Jean Kehayan qui suscita les foudres de la direction de leur parti. Bien entendu, c'est parmi les intellectuels ayant accès aux moyens d'information que les interrogations concernant la nature de l'URSS, prirent les formes les plus visibles.

Aussi, lorsque Marchais aborda la question devant 100 intellectuels, membres du PCF, réunis à Vitry le 10 décembre 1978 par les soins du bureau politique, il s'agissait d'autre chose que d'une contribution au débat. Ayant évoqué ceux qui tirent « *ici ou là la conclusion que nous devrions rompre avec les pays socialistes qui ne seraient au reste pas socialistes du tout* », Marchais affirmait que le bilan de l'URSS « *est globalement positif* » et il ajoutait, parlant d'un « *aspect essentiel du problème* » : « *Notre propre stratégie trouve un de ses fondements essentiels dans la réalité mondiale, dans la modification intervenue du rapport des forces en faveur du socialisme...* ». La chose était donc clairement dite : pour la direction du PCF, le débat sur l'URSS doit s'arrêter là où commence la remise en cause de sa nature socialiste !

UN VERROU THEORIQUE BIEN MINCE

Depuis lors, la participation des auteurs de

« *L'URSS et nous* » aux rencontres qui continuaient à être organisées se fit rare. Dernier exemple en date : leur absence en dépit d'un accord préalable à une discussion organisée par deux cercles UEC de l'université de Villetaneuse. L'empêchement étant en l'occurrence un interdit émanant de Jean Chambaz lui-même. Pourtant, la réflexion des militants du PCF se poursuit, passant outre, bien souvent, aux conclusions officielles. Comment en serait-il autrement quand le seul argument produit en dernière analyse par les dirigeants du PCF pour justifier l'octroi d'un label socialiste à l'URSS, c'est que malgré tout la propriété des moyens de production y serait collective.

La belle preuve, en effet ! Comme si la forme juridique de la propriété (vestige de rapports de production qui furent socialistes) équivalait à une possession collective de ces mêmes moyens de production !

En fait, la propriété collective a été confisquée au profit d'une minorité qui détient seule le pouvoir. Quant aux ouvriers soviétiques, ils sont autant « *maîtres des usines* » que le sont les ouvriers de « *nos* » entreprises nationalisées.

Ainsi, il est bien mince le « *verrou* » théorique mis en place par la direction pour contenir une critique qui conduit fatalement à la remise en cause du caractère socialiste de l'URSS.

LES PRESSIONS SOVIETIQUES ET DES PROSOVIETIQUES

Evidemment, on peut s'interroger sur les motifs qui conduisent les dirigeants du PCF à soutenir cette thèse avec obstination. Au nombre de ceux-ci, il faut certainement compter les pressions soviétiques elles-mêmes. La dernière en date (publique) n'est rien d'autre que la condamnation véhémente par les Soviétiques de l'ouvrage « *L'URSS et nous* », qualifiée dans le « *Kommunist* », revue théorique du Comité central du PCUS, d'ouvrage « *fort attayant pour les adversaires idéologiques, tant de l'Union soviétique et du socialisme que du PCF lui-même* ».

L'absence complète de réaction des dirigeants du PCF à ce grossier rappel à l'ordre témoigne de leur vulnérabilité aux pressions de Moscou. Il faut dire à ce sujet que les Soviétiques

ne se contentent pas de donner de la voix. Ils disposent de bien d'autres moyens pour se faire entendre. Il s'agit par exemple des relations financières qui lient le PCF à l'URSS, mais aussi du véritable groupe de pression pro-soviétique agissant à l'intérieur du parti français. Ce courant s'exprime notamment dans un bulletin intitulé *Le Communiste*. Celui-ci réclamait récemment l'appui ouvert de Moscou pour mener à bien ses activités visant à l'alignement total du PCF sur l'URSS. Ces éléments ouvertement pro-soviétiques disposent d'une influence réelle à tout le moins dans certaines fédérations comme celles des Bouches-du-Rhône qui s'est distinguée dans la répression de N. et J. Kehayan. Ceux-ci sont victimes à Marseille d'une véritable campagne de calomnies orchestrée par ceux qui mirent leur livre « *antisoviétique* » à l'index.

ATTENTION : DANGER

Mais on ne saurait retenir les pressions soviétiques comme seule explication à l'attitude des dirigeants du PCF. Parmi les autres raisons, il en est une, d'ordre politique, qui est certainement bien plus décisive aujourd'hui. De quoi s'agit-il ? Tout simplement de la portée destructrice, pour la ligne révisionniste, que recèle une véritable critique de l'URSS.

Car, dès lors qu'on conclut à la nature non-socialiste



Pour Marchais, conclure à la nature non-socialiste de l'URSS serait une remise en cause de son parti.

liste de l'URSS, bien des choses s'en trouvent du même coup remises en cause, à commencer par la direction du PCF elle-même, qui s'évertue depuis des années, en dépit des faits, à préserver l'imposture d'une Union soviétique socialiste et pacifique.

A commencer par la direction du parti elle-même qui s'évertue depuis des années à faire vivre en dépit des faits, la mystification.

Si l'URSS n'est pas socialiste, il s'agit donc d'une forme de capitalisme, mais

alors les « *bavures* » de sa politique étrangère comme la Tchécoslovaquie ne sont rien d'autre que des manifestations d'impérialisme et les « *victoires du socialisme* » remportées au Cambodge par le Vietnam apparaissent crûment comme une agression odieuse. Et encore : il n'existe plus de « *puissant camp socialiste* », point d'appui et caution à la thèse du passage pacifique au socialisme en France, etc. Pareille remise en cause survenant après l'échec définitif de six années

d'Union de la gauche c'est plus que ne pourrait en supporter un PCF déjà bien ébranlé, malade de son fonctionnement non-centraliste démocratique et privé de perspective stratégique.

On comprend pourquoi Marchais et ses collègues sont si peu partisans d'un réel débat sur l'URSS et tellement attachés à la version du « *bilan global positif* » de l'URSS.

Pierre MARCEAU

TELEVISION

Peyrefitte sur le grill

MARDI soir, aux dossiers de l'écran, durant 3 heures, le ministre de la Justice, Peyrefitte a été confronté à quarante personnes de tous âges, de toutes conditions. Nombre de thèmes importants concernant la justice furent abordés au cours de cette émission.

L'INDEPENDANCE EN CAUSE

Les premières questions posées au ministre portaient sur l'indépendance de la justice. Trois personnes évoquèrent des affaires comme les micros du journal *Le Canard enchaîné*, l'affaire du *Théâtre* ou des policiers avaient tabassé un consommateur innocent et ont été relaxés.

Peyrefitte, évidemment, se garda bien de répondre, au nom soit de la chose déjà jugée, soit au nom de celle qui ne l'est pas encore, qui donc l'empêchait d'intervenir sur ces affaires. Pour tenter de convaincre ses interlocuteurs, qui visiblement ne l'étaient pas, il parla de la différence entre le parquet et le siège. Une façon de ne pas répondre.

Aux affaires évoquées par les invités de l'émission, on pourrait ajouter l'extradition de Klaus Croissant, l'annulation des peines prononcées contre des patrons responsables d'accidents mortels. Un autre invité dit de la justice : « *Nous sommes au royaume des intouchables* ». « *Qui sont les intouchables ?* » demande le ministre. L'invité laisse entendre qu'il s'agit des policiers. Il évoque le meurtre du jeune Gilles Ollivier à Saint-Denis par un policier. Peyrefitte, en guise de réponse, fit une pirouette. La même personne évoqua l'affaire Pailleron et la faiblesse des condamnations. Peyrefitte affirma que les responsables impliqués dans cette affaire ont été durement condamnés.

Or, c'est un mensonge. Tous ont été condamnés à quelques mois de prison, avec sursis. De plus, ces condamnations ont été amnistées. Elles sont donc considérées comme n'existant pas. C'est ce que Peyrefitte, au mépris de la vérité, appelle de lourdes condamnations. Surtout quand on sait que ces gens haut-placés sont responsables de la mort de vingt personnes dont seize enfants.

Une enseignante a rappelé que certaines affaires, déjà citées, comme par hasard, traînaient en longueur, alors que la justice était expéditive pour les jeunes, coupables de petits délits. La même enseignante évoqua la crise comme source de la délinquance.

SELON QUE VOUS SEREZ PUISSANTS OU MISERABLES

D'autres invités mirent en doute le mythe de l'égalité devant la justice. « *Selon que vous serez puissants ou misérables, vous serez blanc ou noir* » dit l'un d'eux. Peyrefitte protesta contre cette mise en doute. Malheureusement pour lui, il dira lui-même plus tard que les vols à la tire, qui constituent une délinquance mineure étaient durement frappés par la justice, les peines allant de dix à quinze mois de prison ferme. Or, les responsables, haut-placés, de l'incendie Pailleron et de la mort de vingt personnes, ont été moins condamnés que ces petits délinquants et même ont été amnistiés. Voilà ce qu'est en vérité la justice égalitaire de la bour-

geoisie.

INSECURITE : PAS SI GRAVE QUE ÇA

A propos de l'insécurité, Peyrefitte a démenti implicitement les propos alarmistes qu'il tenait il y a quelques temps sur la montée de l'insécurité. Il a indiqué qu'il y a en France cinq cents meurtres par an et que ce chiffre n'a pas bougé depuis dix ans. Qu'en dix ans il y a eu 5 000 morts par meurtres contre 270 000 morts provoqués par d'autres causes (accidents de la route, du travail, suicides). Il a affirmé que la situation n'avait rien de dramatique. Et pourtant il y a quelques mois, il disait le contraire pour paniquer l'opinion.

Enfin, au sujet de la peine de mort, le ministre a également tourné autour du pot renvoyant ses partisans et ses adversaires dos à dos et promettant un débat parlementaire sur ce sujet au printemps.

Une émission riche au total et dans laquelle Peyrefitte se retrouve dans le rôle d'accusé.

Henri MAZERAU



L'affaire du déficit de 4 milliards de francs anciens dans la caisse de l'OPHLM est habilement remise sur le tapis par Giscard : les élections européennes approchent.

SCANDALE

Le déficit de l'OPHLM de la ville de Paris

La trempette du RPR

GISCARD veille avec un soin tout particulier à la moralité des membres UDR ou RPR, selon la saison. Grand chasseur de safari, dès qu'il en prend quelques uns en flagrant délit de corruption, il ne les rate pas. En tout cas, Giscard n'était pas étranger à l'étalement sur la place publique de l'exonération d'impôt de Chaban (1) et de Chirac (2). C'était en 1974, en période des présidentielles. Chaban était suffisamment discrédité pour ne plus être un rival sérieux pour Giscard, d'autre part Chirac, neutralisé, ne pouvait plus qu'être un bon appui à la candidature de Valéry Giscard d'Estaing.

L'affaire du « déficit » de 4 milliards de francs anciens dans la gestion de l'OPHLM de Paris est, de même, habilement remise sur le tapis par Giscard. Le RPR fait plus que trempette dans ce scandale. Ce bain forcé ne va pas l'aider dans sa reconquête de l'électorat français pour les élections européennes de juin 1979. C'est pour cette raison que l'affaire du « trou » des HLM ressortit présentement.

En septembre 1977, Giscard ordonne à la Cour des comptes de se saisir du dossier de la gestion de l'OPHLM. Pourquoi ? Guy

Rabourdin (RPR), depuis 1976 président de l'office HLM, aidait Tomasini (autre RPR) à finir ses fins de mois. En effet, ce dernier faisait la loi auprès de plusieurs entreprises, fournissant l'office HLM en matériels ou en service par l'intermédiaire de son cousin Louis Brocard ; les profits juteux de ces tractations devaient, bien entendu, être partagés dans le même esprit de famille ! Tomasini n'est pas un inconnu. C'est lui qui a dérobé le fichier d'adresses de l'ORTF — alors qu'il était encore secrétaire général de l'UDR — et l'a proposé ensuite à une société de vente par correspondance, liée elle-même à la société Industria, dont il était le PDG.

Le déficit de l'OPHLM est une bien belle salade, à laquelle collaboraient donc ces messieurs Tomasini (officieusement), Rabourdin (président de l'office), Girard (directeur du service chauffage, entretien de l'OPHLM), Mulet et Hallard.

L'UDR étouffe l'affaire à l'époque, en vidant quelques uns et en démissionnant d'office Rabourdin du RPR ; de plus, lorsque Mulet, Hallard et Rabourdin sont convoqués à la commission d'enquête, celle-ci est dissoute !

Mais voilà, cette fameuse commission d'enquête réap-

paraît maintenant. A la demande du parquet du tribunal de Paris, Michel Albert, premier juge d'instruction, lance une information contre X sur l'office HLM de Paris, pour corruption d'employés ou de fonctionnaires, pour escroquerie et infraction aux articles du code de l'urbanisme.

Giscard a plus d'un dossier croustillant sous le coude. S'il fait ressortir celui de la gestion de l'OPHLM de la ville de Paris, n'est-ce pas parce que Chirac y est maire, et que son blason de la France

pure et dure va être quelque peu éclaboussé par le scandale ?

Nathalie VILLOTIERS

(1) Chaban n'a pas payé d'impôt de 1967 à 1970 alors qu'il était président de l'Assemblée nationale puis premier ministre. De 1967 à 1970, l'exonération d'impôt de Chaban a été prouvée, il se peut qu'il ait pu bénéficier d'autres faveurs pendant d'autres nombreuses années.

(2) Chirac n'a pas payé d'impôt en 1971 sur ses revenus de 1970, parce qu'il déduisait de ses revenus les frais de restauration de son château, idem en 1970 sur ses revenus de 1969.

LUTTE

Grève au CIFAPA de la région parisienne

LES professeurs statutaires et contractuels du CIFAPA (Centre interdépartemental de formation d'apprentis et de promotion sociale) de la région parisienne sont en grève depuis le 2 janvier. Situé à Pantin, ce centre de formation professionnelle dépend des chambres de métiers de la région parisienne et regroupe 3 000 apprentis.

La direction voudrait remplacer les enseignants ayant parfois 20 ans d'expérience par un personnel temporaire. Mais comment se débarrasser de ce personnel « encombrant » ? En lui imposant d'inacceptables conditions de travail l'incluant à démissionner : obligation de rester dans l'établissement 40 heures par semaine, alors qu'ils n'assurent que 24 heures de cours, refus de toute structure pédagogique et de tout matériel, huit heures de cours d'affilée avec les mêmes élèves (*).

Mais les professeurs refusent ces conditions de tra-

vail défavorables aux apprentis comme aux enseignants. Ils font grève. La direction convoque alors en conseil de discipline les professeurs les plus anciens. Verdict : 10 jours de mise à pied pour les professeurs contractuels. Les statutaires ont, quant à eux, reçus une lettre les informant qu'ils devaient passer devant la commission de discipline nationale pour être révoqués.

Pour la suppression des sanctions, pour de bonnes conditions de travail pour les professeurs et les élèves, les enseignants du CIFAPA sont dans leur quatrième semaine de grève.

Correspondant

(*) Un professeur d'enseignement général doit par exemple enseigner à la fois : français, maths, législation du travail, instruction civique, commerce, comptabilité, physique, chimie. Et ce, à raison de séances de huit heures d'affilée, alors que l'ensemble de ces matières ne fait que seize heures par mois.

Television



Lucien Febvre et Marc Bloch : les deux précurseurs de la nouvelle histoire.



Jacques Le Goff et Le Roy Ladurie deux des invités de l'émission Apostrophes

Vendredi 2 février

Apostrophes

La nouvelle histoire

Un bon dépoussiérage

DEJA en 1869 Michelet, un des historiens démocratiques bourgeois du 19e siècle, disait que l'histoire devait ressusciter « La vie intégrale... dans l'infini détail des développements divers de son activité (religieuse, économique, artistique, etc.) en intégrant l'examen du sol, du climat, des aliments, des idées, des mœurs, du grand mouvement intérieur de l'âme nationale. »

Jusqu'à maintenant, pour la majorité d'entre nous, l'histoire c'était : la Guerre de Cent ans, Saint-Louis et son chêne, la prise de la Bastille et Napoléon à Waterloo. Le tout expliqué par des anecdotes sur la vie des grands et regroupé en images d'Épinal.

Dans cette histoire-là, plus ou moins fantaisiste, on ne trouvait aucun élément pour expliquer l'enchaînement des événements. Or, l'histoire, la véritable, c'est l'histoire de la lutte que les exploités, que les peuples ont mené pour se libérer du joug des exploités. C'est ça qui fait progresser l'histoire, depuis la révolte de Spartacus contre le système esclavagiste, en passant par les révoltes paysannes et la Révolution française contre le système féodal jusqu'à la Commune de Paris.

Or, depuis quelques années, des historiens d'un type nouveau commencent à faire entendre leur voix. Ce sont les héritiers de Marc Bloch et Lucien Febvre qui, avec leur équipe, s'exprimaient dans les « Annales », revue qu'ils publiaient à l'université de Strasbourg. Ils s'appellent Duby, Leroy-Ladurie, Le Goff, ils utilisent l'ordinateur, les statistiques, l'économie, la psychologie et la géographie.

Pivot, l'animateur de l'émission, les a baptisés « Les nouveaux historiens ». Vous les verrez vendredi soir.

Le Roy Ladurie : il a écrit un livre sur les « paysans du Languedoc au dix-septième siècle. Il parle des révoltes paysannes, de la vie des paysans. Il a analysé les courbes démographiques, les variations de la production en fonction des guerres. A partir de l'étude du folklore, il a étudié les formes que pouvait prendre l'opposition aux seigneurs féodaux ; dans les déguisements, les fêtes qui permettaient de critiquer les grands. Il est également l'auteur de Montailhou, village occitan et du livre Le territoire de l'historien.

Le Goff : autre historien, est lui, spécialisé dans le Moyen Age. Il a étudié le commerce, le trafic des marchands, le transport des marchandises. Ses livres fournissent de nombreux éléments sur le développement du capitalisme dans le commerce au Moyen Age.

Georges Duby : s'est spécialisé dans l'histoire de la paysannerie française de l'antiquité gauloise à nos jours, il a étudié les techniques allant jusqu'à mesurer les champs pour vérifier ses résultats.

Voilà des historiens qui conçoivent l'histoire comme une enquête passionnante sur les activités économiques, le travail, les coutumes, la vie des hommes, et non pas comme une succession de dates ou d'anecdotes sur les maîtres des rois.

Une émission qui sera intéressante.

Léon CLADEL.

RACISME

Des tracts racistes chez Peugeot

CHEZ Peugeot à Sochaux (automobiles) et à Beaulieu (cycles), des tracts violemment racistes ont été déposés aux postes de travail et particulièrement dans les secteurs (carrosserie, emboutissage) où les ouvriers immigrés sont particulièrement nombreux. Au bas de ces torchons, une signature « comité régional du groupe une France propre ». Ainsi non contente de faire matraquer les immigrés, la bourgeoisie fait diffuser ouvertement son venin raciste, dans l'espoir de diviser les travailleurs pour pouvoir plus aisément leur faire payer la crise. Etre solidaire des travailleurs immigrés, c'est combattre les capitalistes.

Sonolor-La Courneuve (93)

445 licenciements

DEPUIS trois ans, la Courneuve prend l'allure d'une ville sinistrée. 9% de la population active est au chômage et de nombreuses usines ont fermé : Mécano, Alméca dans la métallurgie, dans le papier-carton, tandis que de très grosses boîtes comme Rateau et Babcock ont perdu plus de 50% de leur personnel. Maintenant, c'est au tour de l'électronique ; il ne s'agit pas d'une liquidation, mais d'une reimplantation du trust ITT ailleurs. Les dirigeants locaux du PCF, dans un tract, font appel aux « travailleurs français, à la population française qui ne laisseront pas... un trust étranger casser des usines françaises... et défendront l'intérêt national face à une entreprise étrangère ».

Sonolor est une des filiales à participation majoritaire d'ITT. De même qu'Océanic ; évidemment, sur les bulletins de paye, il y a Sonolor ou Océanic, mais pas ITT, ce qui est bien commode pour diviser. Il y a gros à parier que les autres usines de Romainville, Chartres et Glen subiront le même sort malgré les dénégations du PDG. Pour les ouvrières de Sonolor, c'est un sale coup, une grosse partie d'entre elles sont des femmes seules, avec des enfants, et leur maigre salaire (23 000 F au bout de 10 ans) constituent leur seule ressource avec des perspectives presque nulles de retrouver un emploi dans un département qui se vide. Aussi, depuis le 26 janvier, elles occupent malgré les problèmes que cela pose à des femmes (garde des enfants, mari pas toujours d'accord).

LES OCCASIONS RATEES

Au départ, il y a eu un rassemblement devant l'usine avec une centaine d'ouvriers venus des autres boîtes (Dubigeon, Norton, Rateau, SNIAS) qui ont bloqué la route et qui montraient une grande volonté de solidarité avec les filles de Sonolor. A la SNIAS, un atelier entier a débrayé deux heures pour rejoindre le rassemblement, mais les gars ne comprennent pas pourquoi la CGT n'a quitté l'usine que pendant l'heure du repas, au lieu de débrayer ni pourquoi il n'y a pas eu de départ commun. « C'est pas clair tout ça », disent-ils, comme le disent aussi les filles de Sonolor.

Pour le patron, c'est pourtant très clair : du jour au lendemain, il a annoncé les licenciements, et a même foncé avec sa voiture sur une déléguée qui a dû être amenée à l'hôpital. Pas de discussion possible avec lui. Pendant la semaine de chômage technique, le patron a fait démanteler le matériel des magasins. « Aucun délégué n'était là, on aurait pu empêcher ça, parce que maintenant, on occupe des murs vides, à quoi ça va mener ? L'état d'esprit est très pessimiste. Puis le travail a repris deux jours et le soir, le patron annonce les 445 licenciements pour le lendemain. Un sale coup on ne s'y attendait pas, pourtant, le syndicat aurait dû prévoir. Il aurait dû nous avertir déjà dès le chômage technique. Il aurait fallu faire quelque chose quand on tournait à plein rendement ». « Les déléguées devaient savoir, pourquoi qu'elles ne nous ont rien dit ? Souvent, elles ont des réunions et on ne sait le résultat que trois ou quatre jours plus tard ». « L'occupation on l'a votée à quatre voix (194 pour 190 contre) il ne restait plus que ça à faire puisqu'on n'a rien fait avant ».

Les occasions ratées ! L'impression de faire quelque chose qui maintenant ne mène à rien, que c'est trop tard, est un sentiment qui existe. « Si au moins les déléguées allaient à Chartres (l'autre usine) au lieu de jouer aux cartes la nuit ». « Personne ne rentre et personne ne sort, d'accord pour les sorties de camions, mais il est venu des livreurs, pourquoi qu'on les a pas fait entrer, on les aurait déchargés et on aurait gardé le matériel. Le patron on peut le toucher que sur ses sous ».

Toutes ces questions, celles qui les



Sonolor : une usine du trust ITT. Les ouvriers occupent pour avoir du travail dans une ville déjà durement touchée par le chômage.

posent n'ont pas la possibilité de les exprimer. Les assemblées générales sont rares et tout se décide à 4 ou 5, malgré la grande mobilisation des ouvrières qui n'hésitent pas à passer la nuit dans l'usine.

« VICTOIRE » A LA MÉCANO

Malheureusement, à la Courneuve, ce n'est pas la première fois qu'on voit ça : un an et demi d'occupation de Mécano pour rien. Le syndicat avait annoncé une « grande victoire » et signé un accord avec le patron pour huit mois de travail, au bout desquels fermeture, mais ça le syndicat ne l'avait pas dit aux ouvriers, et ceux qui parlent à la Courneuve d'une « victoire à la Mécano » veulent dire une trahison !

Pas la première fois : rien avant, occupation après et pour Mécano, il y a eu un trésor de guerre qui a été soigneusement cadenassé pour empêcher que... et qui n'a donc jamais servi. Pas la première fois que la solidarité ouvrière joue et que la désorganisation totale du syndicat la transforme en eau de boudin au profit de la mairie (et du PCF). A Sonolor, comme à Mécano, comme à Cazeneuve (à St-Denis), à Rateau dès que la mairie (donc le PCF) met la main sur la boîte, on peut dire que la lutte est cuite et que très rapidement, les filles de Sonolor ne vont plus venir occuper et seront remplacées (c'est déjà le cas) par des permanents de l'union locale ou du PCF. Ce qui s'est passé à Mécano. Aucune perspective, rien n'est fait sur les autres usines, on ne rentre pas, on ne sort pas, encore une action où l'intérêt des ouvrières est passée en second au profit des intérêts de la politique d'un parti.

Correspondant local

L'Humanité rouge interdite d'interview :

A Sonolor, les délégués m'ont congédié en refusant une interview, disant qu'il n'y en a pas besoin, que la lutte est assez popularisée et que de toute façon, « on a déjà nos journaux » (l'Humanité, 93-Actualités). Pour les ouvrières, c'est un autre son de cloche : « On comprend pas pourquoi elle le refuse, c'est un journal ouvrier, le Monde est venu et les délégués nous pressaient à répondre, c'est un journal patron, ça ».

Le chauvinisme du PCF.

Extrait du tract de comité de ville du PCF de La Courneuve : « Les travailleurs français, toute la population française, attachés aux libertés qu'ils ont su défendre en toute circonstance, ne laisseront pas sans réplique, un trust étranger tenter de casser des usines françaises, d'assassiner celles qui défendent leur droit au travail, à la vie, défendent en fait l'intérêt national face à une entreprise étrangère ».

ITT a racheté Océano et Sonolor en 1965 : drôles d'usines françaises ! Drôle d'intérêt national !

Correspondant régional Paris

Grève à la CEAC - Clichy (Hauts-de-Seine)

DEPUIS le 15 janvier, les travailleurs de l'usine CEAC (ex-Fulmen) de Clichy sont en grève. La CEAC (Compagnie européenne d'accumulateurs, qui dépend du groupe CGE) produit essentiellement des batteries et des pièces pour l'industrie automobile, pour Citroën et Renault notamment. Elle possède une dizaine d'usines en France, dont trois en banlieue parisienne, où travaillent environ 5 000 personnes.

A Clichy sont regroupés le siège administratif de la CEAC (250 employés) et une usine (400 ouvriers, plus une cinquantaine de personnes pour la maîtrise).

La grève a été déclenchée pour faire aboutir de nombreuses revendications, dont celles-ci :

- Augmentation générale des salaires de 5 %
- De meilleures conditions de travail et plus de considération pour les travailleurs ; 13e mois, réduction d'horaire (45 heures à la mécanique actuellement), un mois de congés sans solde pour les travailleurs immigrés qui le demandent, arrêt des discriminations et des attitudes racistes et méprisantes envers les ouvriers.

Les conditions de travail sont particulièrement dures : citons par exemple les intoxications à l'oxyde de plomb. Le racisme de l'encadrement envers les immigrés (80 % des ouvriers) est dénoncé par les travailleurs.

Voici ce que dit le syndicat CGT dans un de ses tracts :

« La grève menaçait depuis longtemps. Le climat était tendu. Le mouvement, au départ spontané, a été bien suivi : 90 % des ouvriers de la production ont paralysé l'usine. En jetant les miettes des 1,8 % concédés hypocritement pour « revaloriser » les salaires de 1978 et l'augmentation de 0,2 % à la tête du client, la direction a déclenché le mouvement de masse ».

Le conflit s'était étendu à d'autres usines du groupe (Vierzon, Nîmes et Nanterre), mais c'est à Clichy qu'il continue. Les ouvriers sont résolus à faire aboutir leurs revendications : piquet de grève massif (jusqu'à 300 personnes à certains moments), délégation de 100 ouvriers pour soutenir les délégués lors des négociations au siège parisien.

La direction a essayé de casser la grève (pétition contre « les atteintes à la liberté du travail ») et de récupérer les fiches informatiques des salaires et commandes au siège administratif, mais elle a échoué. Actuellement, la section CGT et les travailleurs de CEAC Clichy réclament avant tout le paiement de 50 % des heures de grève et les 5 % (ou le 13e mois). La solidarité des autres travailleurs de la CEAC et des autres entreprises de Clichy doit jouer.

BLOC-NOTES

SAINTE-GENNEVIEVE-DES-BOIS

Six heures sur la Chine.

Ces six heures organisées par l'Association des amitiés franco-chinoises auront lieu le samedi 3 février de 16 h à 22 h au centre La Bajise, Résidence St-Hubert ; 1, rue Joliot Curie.

Au programme :

16 h à 17 h : Projection de diapositives réalisées par les amis ayant voyagé en Chine, l'été 1978.

17 h : Exposé-débat avec la participation de Régis Bergeron écrivain, président délégué de l'Association des amitiés franco-chinoises, sur le thème : la situation actuelle en Chine, « les quatre modernisations ».

18 h 30 à 19 h 30 : Film super 8, réalisé par des voyageurs en Chine, en juillet 1978.

A partir de 18 h : Buffet chinois.

20 h : Film chinois : Les Miliciennes de la mer.

Enfin, vous pourrez aussi regarder une exposition de photos sur la Chine, ainsi qu'une exposition de papiers découpés.

Participation aux frais : 7 F

Garderie pour les enfants assurée.

LES ULIS (ESSONNE)

Modélisation pour un procès.

La Sonacotra attaque en justice une trentaine de résidents du foyer des Ulis (Essonne) qui a redémarré la grève des loyers le 1er mai 1978. La Sonacotra réclame leur expulsion du foyer. Pour faire échec à la répression, les résidents appellent au soutien lors du procès :

Jeudi 1er février à 10 h 30 au tribunal d'instance de Palaiseau (Essonne)

FOYER SONACOTRA D'ETAMPES

Rassemblement le jeudi 1er février à 13 heures.

Au foyer au bout du boulevard Saint-Michel (Etampes) pour protester et soutenir les résidents convoqués au tribunal. A Etampes, l'unité de tous pour soutenir les résidents en grève depuis deux ans se réalise.

Comité de soutien Union générale des travailleurs sénégalais CGT-CFDT, PS, PC, PSU.

PLAISIR (Yvelines)

« Approches de la Chine »

Cette soirée est organisée par le Comité des Amitiés franco-chinoises de Plaisir. Au programme : diapositives sur la Chine, débat, table de vente, etc. Elle aura lieu le vendredi 9 février à 20 h 30, salle des 500 m2, Allée Saint-Just à Plaisir.

COTES-DU-NORD

Réunion-débat contre l'agression vietnamienne au Caillouodge

Cette réunion aura lieu à la mairie de Pommerit-le-Vicomte, le 2 février à 20 h 30.

Campagne d'abonnement 79

Cette année, nous devons gagner la bataille de la diffusion de l'Humanité rouge. Déjà, quelques pas ont été faits dans le sens d'une amélioration. Mais le principal reste à faire.

C'est pour cela que nous avons lancé, début novembre, la campagne d'abonnement 1979.

Cette campagne doit durer jusqu'en juin 1979. Pour impulser une saine émulation entre camarades et lecteurs, nous proposons des cadeaux (brochures, posters, livres, objets d'artisanat) aux lecteurs et camarades qui nous transmettront cinq, dix, quinze abonnements nouveaux de trois mois (non valables pour les réabonnements) jusqu'au mois de juin 1979.

Des bulletins d'abonnement sont disponibles. N'oubliez pas de joindre les règlements aux abonnements au fur et à mesure.

En avant pour gagner la bataille de la diffusion et des abonnements !

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM PRÉNOM Lieu de travail Adresse Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet Rédacteur en chef : Jean Quercy Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel L'Humanité rouge - Pour toute correspondance : BP : 61 75861 Paris cédex 18 CCP : 30 226-72 D La Source Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesse Commission paritaire No 57 952 Distribution NMPP Imprimerie La Nouvelle Dépôt légal 1er trimestre 1979

Les Etats-Unis d'Amérique

Une superpuissance sur le déclin

AL'HEURE où les mass-média parlent beaucoup des USA à l'occasion du voyage qu'y fait Deng Xiaoping, il n'est pas inintéressant de se pencher sur la réalité de ce pays. Devenu sans conteste après la Deuxième Guerre mondiale, la première puissance impérialiste du monde, les USA devaient rapidement s'imposer comme une superpuissance. Mais bientôt devait apparaître un nouveau prétendant qui, depuis, lui dispute âprement la suprématie. Après la trahison de Krouchtchev et de Brejnev, l'URSS redevenue capitaliste, abusant les peuples en utilisant habilement son glorieux passé socialiste, parvint à étendre ses tentacules sur toutes les parties du monde. Aujourd'hui, face à ce rival qui ne cesse de marquer des points, les USA apparaissent de plus en plus comme sur le déclin.

L'économie américaine à bout de souffle

Après la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis profitèrent de leur puissance économique et financière pour régner en maîtres sur le reste du monde et faire de leur monnaie le principal moyen de paiement international. A cette époque, les pays impérialistes, vaincus comme vainqueurs, sortis exsangues du conflit n'étaient pas en mesure de s'opposer aux volontés du « partenaire » américain, dispensateur des crédits indispensables à la reconstruction.

LE TIERS MONDE, FER DE LANCE DE L'OPPOSITION A L'IMPÉRIALISME

Quant aux pays du tiers-monde, pour la plupart encore très dépendants de l'impérialisme, ils n'avaient pas encore pris conscience de leur profonde solidarité et ils n'étaient pas en mesure de résister au diktat des USA qui bien souvent s'étaient substitués à leurs précédents exploités. Seuls les pays socialistes furent alors à même de relever la tête et refusèrent de s'incliner devant l'impérialisme américain que Mao Zédong qualifiait dès 1946 de « tigre en papier ».

Se croyant invincibles, les Etats-Unis semèrent la guerre pour mater les récalcitrants. Ils engagèrent des dépenses considérables, militarisant leur économie au détriment des industries civiles. Mais à cause de la lutte du tiers-monde et notamment de leur cuisante défaite en Asie du Sud-Est, leurs investissements ne contribuèrent pas autant qu'ils

l'avaient espéré à l'élargissement de la production et à la conquête de nouveaux marchés.

Aujourd'hui, il n'est plus possible à la superpuissance américaine de traiter comme par le passé, avec dédain, les revendications des pays du tiers-monde. C'est ainsi que les Etats-Unis, sous la pression des nations d'Amérique latine, ont dû se résoudre à renégocier un nouveau traité avec Panama sur l'utilisation du canal, chose impensable il y a encore une dizaine d'années. De même, l'an dernier, le Nigéria et le Vénézuéla, deux pays influents au sein de l'OPEP, ont rejeté purement et simplement la demande de Carter de renoncer à leur exigence de voir augmenter le prix du pétrole.

LA CONCURRENCE DU SECOND MONDE

Dans un autre domaine, parallèlement au déclin des investissements américains à l'étranger, on assiste depuis quelques années à un essor constant des investissements étrangers, particulièrement européens, aux USA. Le nombre de succursales de banques étrangères aux Etats-Unis est ainsi passé de 54 en 1972 à 109 en 1977.

Le développement de la Communauté économique européenne (CEE) s'est aussi traduit par une baisse relative du volume des échanges entre les USA et les pays membres du Marché commun. En outre, sur le marché mondial, les monopoles américains ne sont plus seuls, ils se heurtent de plus en plus à la concurrence des monopoles européens et japonais.

QUAND SECOND MONDE ET TIERS MONDE ONT DES INTERETS CONVERGENTS

En 1977, par exemple, les USA ont exercé de multiples pressions pour tenter d'empêcher la livraison par l'Allemagne au Brésil, et par la France au Pakistan, de surrégénérateurs consommant cent fois moins d'uranium que les centrales atomiques classiques, et qui, de ce fait, intéressent particulièrement les pays du tiers-monde.

Aux menaces d'embargo sur l'uranium brandies par les USA un certain nombre de pays du tiers-monde ont répondu par la menace de se retirer du traité de non-prolifération nucléaire. De leur côté, la France et l'Allemagne ont refusé de céder au chantage de Carter qui a dû finalement s'incliner devant cette entente entre pays du tiers-monde et du second-monde pour s'opposer à la volonté d'hégémonie de la superpuissance américaine.

LA MONNAIE, SIGNE DE PUISSANCE OU DE DECADENCE

Enfin, dernier signe du déclin américain dans le domaine économique, la baisse continue du dollar. Le temps où le dollar était une monnaie recherchée au même titre que l'or est bien révolu. Aujourd'hui, les capitalistes cherchent au contraire à se débarrasser de leurs dollars pour acquérir des monnaies plus fortes comme le yen, le Deutschmark ou le franc suisse, ce qui ne

fait qu'accentuer la dépréciation de la monnaie américaine.

Par ailleurs, les récentes discussions de la CEE en vue d'instaurer en Europe une zone de stabilité monétaire pour ne plus subir les contre-coups de la chute du dollar ont abouti à la création d'une monnaie européenne qui va permettre aux pays

concernés de se libérer encore un peu plus de la tutelle économique des Etats-Unis. Tous ces phénomènes monétaires ne sont que le reflet de l'affaiblissement de la compétitivité des monopoles d'outre-Atlantique et du déclin de l'impérialisme américain.

Henri BERTHAULT

L'armée américaine surclassée

En 1945, sortant d'une guerre atroce qui fit des millions de morts, les peuples du monde entier, épuisés après tant de massacres et de destructions, aspiraient à la paix. D'ailleurs, toutes les nations se retrouvaient complètement ruinées et les gouvernements étaient plus préoccupés de reconstruction que de réarmement.

par la même occasion, que l'URSS avait mis au point sa bombe à neutrons.

LES USA ONT PERDU LEUR SUPRÉMATIE MILITAIRE

C'est un fait que ces cinq dernières années, l'effort soviétique en matière d'armement a été tel que les Américains sont désormais dépassés. L'URSS est maintenant en tête pour le nombre des missiles nucléaires intercontinentaux (ICBM), le nombre de missiles à têtes multiples (MIRV) et le nombre des bombardiers intercontinentaux modernes, principalement avec leur nouveau bombardier Backfire.

En outre les Américains sont sur le point d'être rattrapés dans un domaine que l'on considérait comme leur point fort : la précision du tir. Jusqu'à présent il était admis que la très nette supériorité soviétique dans l'armement classique était contrebalancée par la suprématie de l'arsenal nucléaire américain. Or, en cinq ans, les USA viennent de perdre cette suprématie et eux-mêmes commencent à le reconnaître.

LES DIRIGEANTS AMÉRICAINS SUR LA DÉFENSIVE

Dernièrement, M. Harold Brown, secrétaire américain à la défense, vient de reconnaître devant le sénat que les Soviétiques ont accru en 1978 leur arsenal de 1 000 charges nucléaires, soit « le double de ce que j'avais prévu ». Quant aux autres chiffres permettant d'apprécier l'actuel rapport de force entre l'URSS et les USA, et que reconnaît ce monsieur, il est éloquent :

- Face aux 10 000 chars américains, l'URSS en aligne 45 000.
- L'URSS dispose de 4 millions de soldats contre 2 millions pour les USA.
- La marine soviétique est devenue une véritable force océanique avec 200 navires de surface et autant de sous-marins.
- Le nombre de missiles embarqués sur des sous-marins est de 950 pour l'URSS et de 650 pour les USA.
- Enfin, les Soviétiques consacrent 13% de leur produit national brut (PNB) à la défense et les Américains seulement 5%. Même en tenant compte du fait que le PNB des USA est deux fois celui de l'URSS, la différence demeure très largement en faveur de l'URSS.

Ainsi les Etats-Unis d'Amérique, jadis si arrogants, sont en passe de perdre la première place en matière militaire. Il fut un temps où ils se seraient démenés pour la conserver, au risque même de provoquer un conflit mondial, mais aujourd'hui, impérialisme sur le déclin, ils ont été obligés d'admettre que leur rival soviétique les dépasse. Il ne leur reste plus comme seul recours que de rechercher l'appui de tous ceux qu'ils ont si longtemps dominés.

Henri BERTHAULT

LA PLUS FORTE ARMÉE DU MONDE

Un pays toutefois faisait exception : les Etats-Unis d'Amérique. Il était entré en guerre sur le tard, après avoir largement profité de la situation pour faire de fructueuses affaires. En outre, éloigné de tous les théâtres d'opérations, son territoire s'était trouvé totalement préservé des destructions massives qui furent le lot de tous les autres pays en guerre. En conséquence, les Etats-Unis possédaient à cette époque la seule armée du monde capitaliste digne de ce nom.

Face à eux, seule l'Union soviétique disposait d'une armée relativement puissante, encore que sa puissance de feu fut nettement inférieure à celle de l'armée américaine. De plus, les USA venaient de se doter de l'arme atomique, et cela leur conférait une telle supériorité stratégique qu'ils pouvaient imposer leur suprématie. Il fallut à l'URSS plus de 15 ans pour être en mesure de commencer à inquiéter les Etats-Unis dans ce domaine.

DE CUBA 1962 A CUBA 1978

Entre temps, l'URSS était devenue un pays social-impérialiste et son ambition était de prendre la place des USA. Leur premier coup de semonce, ce fut l'affaire des fusées à l'automne 1962. Désirant posséder une base avancée pour compenser la menace nucléaire américaine sur l'URSS, Krouchtchev avait installé à Cuba une base de fusées à tête nucléaire, soi-disant « afin de défendre l'île contre une menace américaine ». Kennedy avait fermement riposté en organisant un blocus total de l'île et en menaçant de déclencher la guerre nucléaire si l'URSS ne retirait pas ses fusées.

A cette époque, les Soviétiques étaient certains que l'issue d'un tel conflit ne pouvait être qu'à l'avantage des Etats-Unis. Krouchtchev, qui avait inconsidérément tenté ce coup de bluff, fut donc contraint de reculer. Kennedy put même se payer le luxe d'imposer à son rival la signature d'un engagement de dénucléarisation de l'île.

Or, en novembre dernier, les Soviétiques ont livré à Cuba des avions Mig 23 qui peuvent être équipés de missiles nucléaires, et contrairement à ce qui s'était passé 16 ans plus tôt, la réaction de Carter fut très molle. Par contre, fin novembre, en écho à cette absence de riposte crédible, Brejnev déclara tranquillement à des sénateurs américains en visite à Moscou : « Nous avons de quoi vous rayer de la carte », annonçant